

Nouvelles de Juin 2019

Numéro 115

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le GTDH

Commentaires.

Ils sont apparus à la porte, deux hommes d'âge moyen en costume sombre, chemises blanches, cravates sombres. Dick, mon patron dans le bureau des archives présidentielles américaines, a demandé comment il pouvait les aider. "Nous savons," dit l'un d'eux, "que des navires de l'espace ont atterri sur la pelouse de la Maison-Blanche dans toutes les administrations depuis Taft et que vous cachez les records." Non, a répondu Dick, les vaisseaux spatiaux n'avaient pas atterri sur la pelouse de la Maison Blanche, il n'y a pas de records de tels événements, et les archives ne cachaient pas de tels documents au public. "Vous mentez," disaient-ils. Après discussion, les hommes ont expliqué qu'il y a des trous au pôle Nord et au pôle Sud qui mènent à des paradis subtropicaux où les vaisseaux spatiaux volent pour faire le plein. Cela a conduit Dick à suggérer qu'ils parlent avec l'archiviste qui s'est occupé des archives des explorations polaires. Ils l'ont fait. Cet archiviste venait de participer à une expédition en Antarctique ; il leur a dit qu'il avait été au pôle Sud et qu'il n'y avait pas de trou là-bas. "Vous mentez", disaient-ils.

Beaucoup de gens sont inquiets au sujet des fausses informations qui sont publiées dans les médias sociaux (voir <https://www.journalism.org/2019/06/05/many-americans-say-made-up-news-is-a-critical-problem-that-needs-to-be-fixed> et les articles ci-dessous dans la section Technologie). Mais au moins aussi inquiétant est la tendance à croire les choses qui sont manifestement fausses, le gouvernement incrédule (les navires spatiaux n'ont pas atterri sur la pelouse de la Maison Blanche), l'expérience (j'étais au pôle Sud), ou le professionnalisme (nous n'avons pas caché les dossiers).

Un des droit humains fondamentaux est la liberté de croyance. Mais cela implique-t-il le droit d'avoir tort, de croire un mensonge face à la vérité ? Un représentant de la Croix-Rouge britannique a déclaré que depuis l'épidémie du virus Ebola en août 2018 en République démocratique du Congo, ses travailleurs ont entendu "plus de 33 000 rumeurs, observations et croyances individuelles liées à Ebola," telles que "le virus Ebola n'existe pas; c'est un virus qui a été fait pour éliminer les Congolais." Comment combattez-vous une maladie en laquelle les gens ne croient pas ?", a-t-il demandé. <http://news.trust.org/item/20190620142457-zkby8/>

Le *Wellcome Global Monitor* a interrogé des personnes dans 144 pays sur les croyances concernant les vaccins, qui sont encore avérés efficaces. Il a constaté qu'en France, une personne sur trois pense que les vaccins sont dangereux - le taux le plus élevé au monde - et près d'une personne sur cinq pense qu'ils ne sont pas efficaces. "Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la réticence ou le refus de vacciner est aujourd'hui l'une des dix principales menaces pour la santé mondiale. L'une des manifestations est que même les habitants des pays à revenu élevé, dotés de bons systèmes de santé, meurent de maladies facilement évitables." https://mosaicscience.com/story/how-france-persuading-its-citizens-get-vaccinated-measles-antivax-vaccines-vaccination/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=6d5d1a258a-MR_COPY_08&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-6d5d1a258a-149736437

Certes, il y a une énorme différence entre croire aux trous dans les Pôles et croire qu'Ebola n'existe pas. Le test critique pour le droit d'avoir tort doit être de savoir si agir sur la croyance blesse les autres. Croire dans les vaisseaux spatiaux est peu susceptible de nuire à quiconque, mais l'échec de traiter une maladie contagieuse le peut sûrement. Il y a des limites au droit à se tromper.

Les archivistes savent que les archives que nous gérons contiennent à la fois des vérités et des mensonges, et lorsque nous fournissons une copie certifiée vraie d'un document, nous assurons seulement le destinataire qu'il s'agit d'une copie vraie, et non que l'information contenue dans le document est vraie. Mais nous avons des records qui sont manifestement vrais : qu'un traité existe, qu'une personne a été nommée à un poste universitaire, que l'efficacité et l'innocuité d'un vaccin ont été testées avant qu'il ne soit mis sur le marché. Et nous détenons des archives montrant qu'une action ou une transaction était fondée sur de fausses informations, des préjugés et de la peur. Notre tâche est de veiller à ce que le dossier original soit protégé, sachant qu'une copie de celui-ci peut être manipulée de plusieurs façons et que ses

informations peuvent être crues ou pas ou ignorées. Mais s'il vous arrive d'avoir une image fiable et originale d'un paradis subtropical à l'un ou l'autre Pôle, faites-le moi savoir.

Nouvelles ICA. Le Conseil International des Archives a publié une déclaration sur la situation des Archives historiques de la Police nationale du Guatemala:

<http://www.ica.org/en/statement-of-the-international-council-on-archives-on-the-situation-of-the-historical-archives-of>

Nouvelles Internationales.

Cour interaméricaine des droits de l'homme. La Cour est chargée de surveiller le respect des décisions par les États et a publié les ordonnances qu'elle émet au fur et à mesure qu'elle surveille. Elle a publié une “clarification” des informations qu'elle publiera sur son site Internet, notant que “le milieu universitaire, les organisations non gouvernementales et d'autres membres de la société civile” sont intéressés à “participer à l'exécution des jugements de différentes manières” et bénéficier de la publication.

http://www.corteidh.or.cr/cf/jurisprudencia2/acuerdo_de_corte.cfm?acuerdo=2&lang=en&lang_ac=en

Cour Criminelle Internationale. Le procureur a entamé le processus d'appel du refus de la Cour d'autoriser l'enquête sur les crimes de guerre en Afghanistan “prétendument commis par les insurgés talibans et les groupes américains”, a rapporté Reuters. Pour plus d'informations, voir le commentaire de *Nouvelles HRWG*, avril 2019. <https://uk.reuters.com/article/uk-icc-afghanistan/icc-prosecutor-presses-for-afghanistan-crimes-investigation-idUKKCN1T81Z8>

Le Centre pour les Droits Constitutionnels, une organisation non gouvernementale des États-Unis, a demandé au Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats d'enquêter sur “l'ingérence dans l'indépendance des procédures judiciaires de la cour. . par des hauts fonctionnaires des États-Unis, jusqu'à et y compris le président Donald Trump.” https://ccrjustice.org/sites/default/files/attach/2019/06/5%20June%202019_Special%20Rapp%20letter%20ICC_final.pdf

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). L'OIM a publié un rapport sur les enfants migrants disparus, affirmant que depuis 2014, elle “a documenté plus de 32 000 décès et disparitions au cours du voyage migratoire dans le monde entier, bien que le nombre réel de décès de migrants soit inconnu, car de nombreux décès ne sont pas enregistrés. Les données sur les décès et les disparitions d'enfants migrants disparus ont tendance à être encore plus limitées”. L'OIM compte au moins 1 600 enfants morts ou disparus au cours de cette période. <https://publications.iom.int/fr/books/fatal-journeys-volume-4-missing-migrant-children>

Tribunal proposé pour la Syrie et l'Irak. Le 3 juin, des représentants de onze pays de l'UE se sont réunis en Suède et ont discuté de la possibilité de créer un tribunal ou un autre mécanisme juridique pour poursuivre les personnes qui ont commis des crimes graves pendant les conflits en Syrie et en Irak. Le gouvernement suédois a déclaré : “Un système efficace d'obtention de preuves est une condition préalable en terme de responsabilité. Pour cette raison, la Suède soutient les mécanismes de l'ONU pour la collecte de preuves, l'équipe d'enquête de l'ONU pour promouvoir la responsabilité des crimes commis par Da'esh/ISIL (UNITAD) en Irak et le Mécanisme international, impartial et indépendant (IIM) en Syrie.” Avant la réunion, sept organisations de défense des droits de l'homme ont envoyé une lettre ouverte au ministre suédois de la Justice, disant qu'elles “déconseilleraient de concevoir tout mécanisme de responsabilisation dont le but est de ne traiter que les crimes perpétrés par une faction dans un conflit.” <https://www.government.se/press-releases/2019/06/sweden-hosted-expert-meeting-on-tribunal/>; <http://syriaaccountability.org/wp-content/uploads/Letter-to-Swedish-govt-re-ISIS-court.pdf>

Nations Unies. Le Secrétaire général a annoncé le lancement de la Stratégie des Nations Unies et du Plan d'action sur les discours haineux. Il engage des “entités pertinentes de l'ONU . . . à reconnaître, surveiller, recueillir des données et analyser les tendances en matière de discours haineux.” <https://www.un.org/press/en/2019/pi2264.doc.htm?fbclid=IwAR3AcyqReR4bOdZlq92duZnJ7WSFRah1TacRABwYG3isdYI45Y-rSPXC1g8>

Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a publié un rapport sur la surveillance et les droits de l'homme, écrivant : “Surveillance des individus, souvent journalistes, militants, figures de l'opposition, critiques et d'autres qui exercent leur droit à la

liberté d'expression ont été démontrés comme menant à des détentions arbitraires, parfois à la torture et à des exécutions extrajudiciaires. Parmi les recommandations : “Les États qui exportent ou autorisent l'exportation de technologies de surveillance (« États exportateurs ») devraient s'assurer que les organismes gouvernementaux concernés sollicitent l'avis du public et mènent des consultations multipartites lorsqu'on leur demande des licences d'exportation. Tous les records relatifs aux licences d'exportation doivent être conservés et mis à disposition dans la mesure du possible.” https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session41/Documents/A_HRC_41_35.docx

Le Rapporteur spécial (RS) sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a publié un rapport sur son enquête sur la “mort illégale de M. Jamal Kashoggi”, le journaliste tué à l'intérieur du consulat d'Arabie saoudite en Turquie le 2 octobre 2018. Le RS a déclaré que la mort de Kashoggi “constituait un meurtre extrajudiciaire pour lequel l'État du Royaume d'Arabie saoudite est responsable” et qu'il existe des “preuves crédibles, justifiant une enquête plus approfondie sur la responsabilité individuelle des hauts responsables saoudiens, y compris le prince héritier. Le RS a utilisé “une variété de sources, y compris des déclarations officielles turques, saoudiennes, américaines et autres, des rapports médico-légaux et policiers écrits, des détails de vol, des enregistrements de vidéosurveillance, des enregistrements audio et des entrevues de fonctionnaires, de témoins et d'experts”, mais les autorités saoudiennes et le gouvernement turc n'ont fourni que peu d'informations. Le RS a déclaré que l'assassinat “constitue un crime international sur lequel les États devraient revendiquer la compétence universelle” pour les poursuites. https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session41/Documents/A_HRC_41_CRP.1.docx

Le Rapporteur spécial sur le droit de chacun à la jouissance de la norme la plus élevée possible en matière de santé physique et mentale a publié un rapport “sur le rôle critique des déterminants sociaux et sous-jacents de la santé dans la réalisation du droit à santé mentale.” Parmi les recommandations figure le fait que “les États élaborent un ensemble plus holistique d'indicateurs”, y compris “des indicateurs de performance sur la réduction de la coercition, l'institutionnalisation et la médicalisation excessive, et sur le financement durable des droits alternatifs”, qui nécessitent toutes une tenue soutenue des archives. <https://undocs.org/A/HRC/41/34>

Affirmant que « [l]e changement climatique est, entre autres choses, une attaque inadmissible contre les pauvres”, le Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme a appelé les États à créer “un solide filet de sécurité sociale” comme “la meilleure réponse aux préjudices inévitables que les changements climatiques apporteront.” Cela exige également la gestion des archives des services sociaux. https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session41/Documents/A_HRC_41_39.docx

L'ONU a publié une “Enquête brève et indépendante sur l'implication des Nations Unies au Myanmar de 2018 à 2019”, enquête préparée par Gert Rosenthal, l'ancien ministre des Affaires étrangères du Guatemala. Il a déclaré que les nombreux organes de l'ONU n'ont pas agi de façon concertée, ce qui signifie qu'une chance a été perdue d'influencer les actions du gouvernement et de transmettre “les préoccupations de principe des Nations Unies concernant les graves violations des droits de l'homme”. Il a dit qu'il avait effectué une “lecture sélective des documents internes - instructions écrites, procès-verbaux des réunions et communications entre les membres du personnel ainsi que des rapports officiels” pour arriver à ses conclusions. Parmi les recommandations : “L'Organisation des Nations Unies doit améliorer, systématiser et partager la collecte de données, d'informations et d'analyses des événements sur le terrain en temps réel, afin de fournir au Siège les informations les meilleures et complètes disponibles à partir desquelles l'Organisation peut prendre des décisions éclairées. S'il y a des interprétations diverses provenant de différents milieux, celles-ci devraient être partagées à l'échelle du système, et une instance pour essayer d'arbitrer et de concilier ces différences est nécessaire afin de comprendre au moins la logique entre eux afin de faciliter prise de décision.” <https://news.yahoo.com/expert-un-failed-rohingya-crackdown-032158739.html; ylt=AwrJ7JURayNdowgAlkRpCwVH; ylu=X3oDMTByNXM5bzY5BGNvbG8DYmYxBHBvcwMzBHZ0aWQDBHNIYwNzcg-->; pour le rapport, voir <https://www.un.org/sg/sites/www.un.org.sg/files/atoms/files/Myanmar%20Report%20-%20May%202019.pdf>

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Le HCR a publié son rapport annuel sur les tendances mondiales. Expliquant qu'il “compte et suit le nombre de réfugiés, de personnes déplacées

à l'intérieur du pays, de personnes qui sont retournées dans leur pays ou leur région d'origine, de demandeurs d'asile, d'apatrides et d'autres populations préoccupantes” afin de “répondre aux besoins des réfugiés” et aider “les organisations et les États à planifier leur réponse humanitaire”, le HCR a déclaré que “la population mondiale de personnes déplacées de force a augmenté de 2,3 millions de personnes en 2018”, atteignant près de 70,8 millions de personnes d'ici la fin de l'année, un niveau record. Il a indiqué que d'autres mesures sont prises pour améliorer les données recueillies. <https://www.unhcr.org/globaltrends2018/>

UNICEF/OMS. Les deux organisations des Nations Unies ont publié un rapport sur les progrès accomplis dans l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. Écrivant qu'il “s'appuyait sur un total de 4 861 saisies de données” provenant des autorités nationales, des programmes régionaux et des agences des Nations Unies, ils ont déclaré qu'en 2017, “plus de la moitié de la population mondiale, soit 4,2 milliards de personnes, n'ont pas d'assainissement sûr” et que si “de nombreux pays ont augmenté le services d'eau, d'assainissement et d'hygiène . . . relativement peu ont réduit l'écart entre les plus riches et les plus pauvres.” https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2019/06/JMP-2019-FINAL-high-res_compressed.pdf

Nouvelles du monde/générales.

Records du monde des affaires. *The Lancet* a rapporté qu'un consortium de grandes sociétés pharmaceutiques, deux universités et quatre start-up ont lancé la “Machine Learning Ledger Orchestration for Drug Discovery” qui va rechercher “au moins 10 millions de composés physiques, un minimum de 100 millions de points de données d'activité recueillis dans le cadre d'analyses dose-réponse, et plus d'un milliard de points de données d'activité d'analyse” pour “récolter l'information” qui peut être utilisée pour mettre au point de nouveaux médicaments. La recherche se concentrera “exclusivement sur les données précliniques” et les données détenues par les différents partenaires resteront “sous leur seul contrôle”. [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(19\)31401-1/fulltext?dgcid=raven_jbs_etoc_email](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(19)31401-1/fulltext?dgcid=raven_jbs_etoc_email)

Une équipe de chercheurs de la société pharmaceutique Pfizer a découvert en 2015 que son médicament contre la polyarthrite rhumatoïde, Enbrel, “semblait réduire le risque de maladie d'Alzheimer de 64 %”, a rapporté le *Washington Post*. Selon un document interne de la société obtenu par *The Post*, les chercheurs ont exhorté Pfizer à mener un essai clinique parce que les résultats qu'ils ont vus étaient tirés “d'une analyse de centaines de milliers de réclamations d'assurance”, pas un test scientifique. Pfizer ne l'a pas fait et n'a pas non plus rendu publiques les données qu'elle avait. “Des chercheurs externes contactés par *The Post* croient que Pfizer . . . aurait au moins dû publier ses données, ce qui rend les résultats largement accessibles aux chercheurs.” https://www.washingtonpost.com/business/economy/pfizer-had-clues-its-blockbuster-drug-could-prevent-alzheimers-why-didnt-it-tell-the-world/2019/06/04/9092e08a-7a61-11e9-8bb7-0fc796cf2ec0_story.html?utm_campaign=9f7697ab94-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_source=STAT%20Newsletters&utm_term=.8b79fc1903ba

Le barrage de la société minière Vale a éclaté au Brésil en janvier, faisant au moins 170 morts et de nombreux autres disparus et sans abri. Des groupes de la société civile ont demandé à l'ONU de “retirer officiellement” l'entreprise du Pacte mondial des Nations Unies, qui ne s'acquitte pas de sa responsabilité d'entreprise en matière de droits de l'homme, du travail et de l'environnement. À la fin du mois de mai, Vale a affiché son retrait sur son site Web. Pour plus d'informations, voir *Nouvelles HRWG*, mars 2019. <https://www.conectas.org/en/news/following-pressure-vale-withdraws-from-un-social-responsibility-network>

Citoyenneté. “Vingt-cinq pays, dont le Népal, Oman, le Koweït, l'Arabie Saoudite et le Soudan, ne laissent pas les femmes transmettre leur nationalité à leurs enfants, ce qui les expose au risque de devenir apatrides”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. <http://news.trust.org/item/20190627194611-ydi45/>

Système Judiciaire. L'ONG *Project World Justice* a effectué un sondage général sur la population dans 101 pays et juridictions en 2017 et 2018 “à l'aide d'un échantillon représentatif de 1 000 répondants dans chaque pays”. Les données du module d'accès à la justice du sondage ont montré que si 41 % des personnes interrogées ont connu un problème juridique au cours des deux dernières années, seulement 17 % ont porté leur problème à une autorité ou à un tiers pour solliciter la médiation ou l'arbitrage”, ce qui suggère que les records judiciaires ont largement sous-estimé les problèmes d'accès à la justice dans un pays. <https://worldjusticeproject.org/our-work/research-and-data/global-insights-access-justice-2019>

Archives médicales. En 2005, l'OMS a estimé la “prévalence des troubles mentaux parmi les personnes affectées par les urgences humanitaires”. Pour vérifier cette estimation, un groupe de chercheurs a mené “un examen systématique des preuves” fondé sur des études publiées entre 2000 et 2017 et “la littérature grise . . . des ensembles de données provenant d'examens de la littérature existants et des listes de référence d'études identifiées. Ils ont conclu que 22,1 % des populations touchées par le conflit ont des troubles mentaux et ont déclaré : “Les soins de santé mentale doivent être prioritaires dans les pays touchés par les conflits, notamment pour les liens bien établis entre la santé mentale, le fonctionnement et le pays en voie de développement. Ils ont appelé à “construire et renforcer les systèmes d'information, les preuves et la recherche sur la santé mentale dans les pays affectés par les conflits” <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2819%2930934-1>

À l'aide des données de 2008-2013 de l'Entrepôt de données d'entreprise du Centre Médical du Département des Vétérans, les chercheurs ont examiné les cas de près d'un demi-million de patients qui ont reçu un diagnostic primaire de syndrome de stress post-traumatique (SSPT) lors d'au moins deux visites. Dans un article paru dans *l'American Journal of Preventive Medicine*, l'étude a révélé que “la mortalité toutes causes confondues était significativement plus élevée chez les anciens combattants atteints de SSPT que pour la population américaine” et qu'ils avaient “une augmentation significative de la mortalité par suicide, accidentelle et d'hépatite virale” que la population générale. Plus de la moitié de ceux qui meurent de “blessures accidentelles” sont morts d'empoisonnement. [https://www.ajpmonline.org/article/S0749-3797\(19\)30164-3/pdf](https://www.ajpmonline.org/article/S0749-3797(19)30164-3/pdf)

À l'aide des archives médicales électroniques de six “organismes de soins de santé intégrés”, les chercheurs ont examiné l'incidence du virus du zona chez les enfants âgés de 0 à 17 ans de 2003 à 2014, soit un total de plus de 6 millions d'enfants. Ils ont constaté que si les enfants étaient vaccinés contre le virus qui cause la varicelle, ils avaient un taux de 78 % inférieur à l'obtention de zona que les non vaccinés, a rapporté *STAT*. https://www.statnews.com/2019/06/10/chickenpox-vaccine-shingles/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=edaaf56e45-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-edaaf56e45-149736437

Deux économistes ont utilisé “plusieurs ensembles de données administratives suédoises : les données sur les registres des naissances du Conseil national de la santé et du bien-être social (NBHW; dans Swedish Socialstyrelsen), les données du registre de la population de Statistique de Suède contenant des informations démographiques et du marché du travail sur les parents, des données sur les demandes de congé parental de l'Agence suédoise d'assurance sociale (Forsakringskassan), ainsi que des patients hospitalisés, des données sur les demandes d'indemnisation d'ordonnance des médicaments de la NBHW pour mesurer les résultats en matière de santé maternelle”. Ils ont constaté que l'augmentation de la flexibilité du père pour rester à la maison “réduit le risque que la mère éprouve des complications physiques de santé post-partum et améliore sa santé mentale.” https://web.stanford.edu/~persson/PerssonRossin-Slater_FathersFlexibility_May2019.pdf

Technologie. Dans une étude publiée dans *PLOS One*, les chercheurs ont rapporté qu'en “utilisant une technique automatisée de collecte de données” ils ont “analysé l'histoire entière de post Facebook de près de 1000 patients” (tous apparemment dans un service médical “urbain académique ” aux États-Unis) “qui ont accepté que leur dossier médical électronique soit lié à leur profil.” Les chercheurs ont testé 21 conditions médicales différentes, et ont constaté que le langage dans les messages “peut aider à identifier des conditions telles que le diabète, l'anxiété, la dépression et la psychose.” En particulier, “l'analyse des messages Facebook pourrait prédire un diagnostic de dépression jusqu'à trois mois plus tôt qu'un diagnostic dans la clinique.” https://www.eurasiareview.com/18062019-facebook-posts-better-at-predicting-diabetes-mental-health-than-demographic-info/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29; pour l'étude <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0215476>

Les chercheurs ont enseigné à un programme d'apprentissage automatique les “normes” pour la conversation en analysant “le contenu des conversations générées sur les médias sociaux, ici 30 000 contributeurs à Reddit”, a rapporté *Nature*. Ils ont également utilisé des “échantillons de discours” d'enregistrements audio avec des participants de l'étude longitudinale du Prodrome nord-américain à l'Université Emory (États-Unis); ils savaient quels individus avaient développé une psychose. “Les résultats ont révélé que la conversion à la psychose est signalée par une faible densité sémantique et qu'elle

parle de voix et de sons. Lorsqu'elles sont combinées, ces deux variables ont pu prédire la conversion avec une précision de 93 % dans la formation des ensembles de données.” <https://www.nature.com/articles/s41537-019-0077-9>

“L'arrêt cardiaque à l'extérieur de l'hôpital est l'une des principales causes de décès dans le monde entier ” et les chercheurs savent que les personnes souffrant de crises cardiaques ont une façon spécifique pour chercher leur souffle. Une équipe de chercheurs a utilisé des enregistrements audio d'appels d'urgence au Service médical d'urgence de Seattle, dans l'État de Washington (États-Unis), entre 2009 et 2017, et a enseigné des “ appareils intelligents (Amazon Echo et iPhone d'Apple)” pour identifier les bruits respiratoires associés aux crises cardiaques, a rapporté *Nature*. <https://www.nature.com/articles/s41746-019-0128-7.pdf>

L'American Civil Liberties Union a publié un rapport important sur l'utilisation de la technologie de surveillance. Intitulée “L'aube de la surveillance des robots”, parmi ses recommandations : “Il ne faut pas recueillir, conserver ou utiliser plus de données, y compris les données vidéo, ou dans un algorithme qui est nécessaire pour l'objectif approuvé d'un système d'analyse vidéo” et “ Toutes les données collectées par un système d'analyse vidéo devraient être gérées selon d'autres pratiques bien connues en matière de protection de la vie privée, par exemple celles qui régissent la rétention, la destruction, le partage et la sécurité.” <https://www.aclu.org/report/dawn-robot-surveillance>

Le projet SURVANT, financé par l'UE, “analyse les vidéos de surveillance pertinentes pour extraire l'analyse vidéo inter/intra-caméra, avant d'enrichir ces informations de raisonnement et d'inférence”, a déclaré le chef de projet à *Eurasia Review*. “Il aide ensuite les enquêteurs à effectuer des recherches efficaces et efficaces à travers les archives vidéo, afin de trouver des éléments critiques de l'activité criminelle au milieu de la mer d'images.”

https://www.eurasiareview.com/10062019-ai-system-finds-and-predicts-criminal-patterns-in-vast-troves-of-surveillance-footage/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

“Le créateur de DeepNude, une application qui a utilisé un algorithme d'apprentissage automatique pour ‘déshabiller’ les images de femmes vêtues, a annoncé jeudi qu’il tue le logiciel, après réaction virale pour la façon dont il objective les femmes, ” a signalé *VICE News*. Le créateur a déclaré que l'application a été formée sur 10 000 images nues de femmes disponibles en ligne; il ne fonctionne que sur les femmes, a-t-il dit, “parce qu'il est facile de trouver des milliers d'images de femmes nues en ligne dans le porno.” https://www.vice.com/en_in/article/qv7agw/deepnude-app-that-undresses-photos-of-women-takes-it-offline

DeepNude n'est qu'un exemple des vidéos “deep fake” qui peuplent les médias sociaux. Le *Washington Post* a noté qu'il s'agit d'un problème dans le monde entier: “En Afrique centrale l'année dernière, une vidéo du président du Gabon, Ali Bongo, qui était cru en mauvaise santé ou déjà mort, a été décrié comme un faux par ses adversaires politiques et cité comme le déclencheur , une semaine plus tard, d'un coup d'État infructueux de l'armée gabonaise. ” Voir d'autres exemples rapportés dans *Undark*. https://www.washingtonpost.com/technology/2019/06/12/top-ai-researchers-race-detect-deepfake-videos-we-are-outgunned/?utm_term=.b184d1ede30; <https://undark.org/2019/06/14/abstracts-deepfakes-manels/>

Les demandes que les discours de haine soient retirés des médias sociaux ont conduit YouTube à effacer “des milliers de vidéos et de chaînes qui mettaient en vedette le déni de l'Holocauste et favorisaient les idéologies nazies”, a rapporté le *Washington Post*. Mais ont également enlevés le matériel éducatif et d'archivistique utilisés pour explorer et analyser le passé parce qu'ils emploient les mêmes termes que le discours de haine. Depuis les Pays-Bas, You Tube “a supprimé tous les documents d'archives appartenant aux archives régionales d'Alkmaar” qui “incluaient des images de la Seconde Guerre mondiale qui mettaient en vedette des croix gammées et d'autres symboles nazis”, a rapporté *NH Nieuws*. Ironiquement, le retrait a été fait le jour des archives nationales; l'affichage a été rétabli “après que des milliers de personnes avaient protesté.” <https://www.msn.com/en-ie/news/indepth/how-youtube-erased-history-in-its-battle-against-white-supremacy/ar-AACQdlW>; <https://www.dutchnews.nl/news/2019/06/youtube-removes-alkmaar-film-archive-for-hate-mongering/>

Seconde Guerre mondiale. La compagnie de chemin de fer nationale hollandaise NS a annoncé qu'elle va payer des réparations aux survivants de l'Holocauste qui ont été transportés par le chemin de fer vers les camps d'extermination nazis, a rapporté *NL Times*. Les veuves et les enfants seront également indemnisés, de même que les personnes qui ne vivent pas aux Pays-Bas. À compter du mois d'août, selon les

estimations de NS, les demandeurs peuvent faire une demande en ligne. Le *New York Times* a noté, “Une piste papier qui a documenté le travail effectué par NS existait parce que la société a facturé le régime nazi pour les transports vers les camps de transit néerlandais . . . où les déportés ont été envoyés avant d’être envoyés dans les camps de la mort. L’année dernière, NS a ouvert ses archives aux chercheurs et a déclaré qu’elle continuerait à fournir une assistance à toute enquête ultérieure.” <https://nltimes.nl/2019/06/26/dutch-railway-pay-tens-millions-holocaust-survivors-families>; <https://www.nytimes.com/2019/06/27/world/europe/ns-dutch-railway-holocaust.html>

La Bibliothèque nationale de France a restauré et exposé des rouleaux d’images dessinées par quarante-quatre enfants juifs avant d’être arrêtés le 6 avril 1944 par la Gestapo et déportés avec d’autres de la colonie d’Izieu à Auschwitz-Birkenau. Merci à Perrine Canavaggio pour ce lien. www.bnf.fr/fr/la-restauration-des-rouleaux-dessines--les-enfants-dizieu

Nachman Blumenthal, un Juif polonais, a survécu à la guerre, vivant en Union Soviétique. En août 1944, il retourna en Pologne et, avec d’autres, fonda la Commission historique juive centrale qui “ a transcrit 3 000 témoignages de survivants entre 1944 et 1947, fouilla la paperasse nazie dans les bureaux abandonnés de la Gestapo et les conserva méticuleusement conservées des fragments de la vie quotidienne dans les ghettos”, a rapporté le *New York Times*. En 1947, Blumenthal publia un dictionnaire de la terminologie nazie. Ses nombreux documents ont été donnés à l’Institut YIVO à New York. <https://www.nytimes.com/2019/06/24/books/holocaust-nazi-archive.html>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

République tchèque/Royaume-Uni. Ernest Fernyhough a été le secrétaire parlementaire privé du premier ministre Wilson du Royaume-Uni entre 1964 et 1967. Après que le *Daily Mail* a rapporté que des documents dans les archives de la Sûreté de l’État tchèque (StB) ont montré que Fernyhough “ avait probablement espionné pour le compte du StB, l’archiviste à la tête des Archives des services de sécurité a déclaré Fernyhough “n’était très probablement pas au courant qu’il n’était pas associé avec des diplomates, mais des agents de la police secrète communiste”, a rapporté *Radio Praha*. <https://www.dailymail.co.uk/news/article-7094953/Key-aide-Prime-Minister-Harold-Wilson-spied-Czechoslovakia.html>; <https://www.radio.cz/en/section/news/czech-archivist-fernyhough-had-no-idea-he-was-dealing-with-handlers>

Kosovo/Serbie. “Les bébés nés au Kosovo de femmes albanaises violées par les forces serbes” pendant la guerre de 1998-1999 “ont été gardés secrets, abandonnés pour adoption ou élevés dans des orphelinats”, a rapporté le *BIRN*. Le directeur d’un hôpital de la ville de Prizren au Kosovo a déclaré : “ Il est difficile de trouver d’autres informations sur ces cas en raison du manque d’archives.” Nous ne pouvons pas fournir d’information aux enfants abandonnés en 1999-2000, car nous manquons de preuves dans les registres parce qu’il semble qu’il ont été accidentellement détruits. En 2018, le gouvernement du Kosovo a “lancé un processus de vérification qui permet aux femmes et aux hommes qui ont survécu à la violence sexuelle pendant la guerre d’obtenir le statut de victime et de demander une pension mensuelle”. Sur plus de 1 000 demandes reçues, aucune femme n’a déclaré avoir porté un enfant né d’un viol.” <https://balkaninsight.com/2019/06/20/kosovos-invisible-children-secret-legacy-of-wartime-rape/>

Malaisie/Pays-Bas/Russie/Ukraine. Une équipe internationale de procureurs a annoncé des accusations criminelles contre trois responsables russes et un Ukrainien pour leur rôle dans l’assassinat du vol 17 de Malaysian Airlines le 17 juillet 2014, a rapporté le *New York Times*. Le procès doit débiter aux Pays-Bas en mars 2020. “Les autorités néerlandaises ont déclaré qu’elles avaient plus de 300 témoins, avaient intercepté des appels et des messages, et des données radar à l’appui de leurs conclusions et qu’elles s’efforçaient de documenter la chaîne de commandement des fantassins aux hauts responsables.” www.nytimes.com/2019/06/19/world/europe/mh17-ukraine-russia-suspects.html

Corée du Nord/Corée du Sud. Le Groupe de travail non gouvernemental sur la justice transitionnelle de la Corée du Sud a déclaré que, sur la base d’entretiens avec 610 transfuges nord-coréens et d’images satellitaires, il a identifié 323 sites “où des témoins affirment que la Corée du Nord a procédé à des exécutions publiques et à des exécutions extrajudiciaires d’État”, a rapporté *AP*. Le Groupe a déclaré que “les informations recueillies seront cruciales si une transition politique en Corée du Nord permet l’identification des victimes, le retour des restes aux familles et les enquêtes sur les violations des droits de l’homme commises par le gouvernement.” <https://www.apnews.com/b039a39cb2e04f899883fe8dea633b79>

Russie/Royaume-Uni. Bellingcat, le groupe de journalistes d'investigation du Royaume-Uni, et la BBC ont rapporté avoir découvert plus d'informations sur Denis Sergeev, le troisième Russe impliqué dans l'empoisonnement de Sergueï et Ioulia Skripal et le meurtre de Dawn Sturgess au Royaume-Uni en 2018. Bellingcat a “obtenu des carnets de métadonnées téléphoniques” pour un téléphone qu'il affirme être le sien, permettant à Bellingcat de "recréer les mouvements de Sergeev.” <https://www.bellingcat.com/news/uk-and-europe/2019/06/28/the-gru-globetrotters-mission-london/>

Nouvelles nationales.

Australie. Lorsqu'un travailleur de la scierie du Queensland “a refusé de donner ses empreintes digitales à son employeur dans le cadre d'une nouvelle connexion de travail”, il a été congédié. Il a porté son cas de “licenciement injuste” devant la Commission du travail équitable et a gagné. La Commission a déclaré que lorsqu'un employeur veut recueillir des données sensibles telles que les empreintes digitales, “il doit donner une notification suffisante et permettre un processus de consentement éclairé”, ce que la scierie n'a pas fait, a déclaré *The Law Report*, mais le tribunal n'a pas conclu que l'information biométrique est la propriété. <https://www.abc.net.au/news/2019-05-21/fingerprints-biometric-data-worker-wins-unfair-dismissal-case/11129338>

Bosnie. La Mission de Bosnie-Herzégovine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a publié un “rapport ponctuel” sur la gestion des affaires de crimes de guerre par le procureur de la Bosnie-Herzégovine. La mission suit les cas depuis 2014 et a averti que le taux de condamnation “a considérablement diminué (à 39 %)” et qu' “en continuant de fragmenter les affaires en vue d'un acte d'accusation ou d'un transfert distincts — en brisant des événements plus importants en cas apparemment isolés — le [procureur] risque de traumatiser à nouveau les témoins-victimes récidivistes et de fausser les archives historiques des faits.” <https://www.osce.org/mission-to-bosnia-and-herzegovina/423209?download=true>

Canada. L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a publié son rapport final. Elle a déclaré que la violence endémique équivalait à un “génocide.” L'enquête a recueilli 2 380 témoignages et une annexe du rapport décrit en détail son travail avec les archives du gouvernement dans le cadre de son “Projet d'examen des documents médico-légaux”. Elle a exhorté le projet à poursuivre en tant qu'organe indépendant dirigé par des autochtones ayant « le pouvoir statutaire d'accéder à toutes les informations pertinentes et d'obliger le témoignage de tout témoin nécessaire pour permettre un examen complet de tous les cas d'Autochtones disparus ou assassinés.” <https://www.justiceinfo.net/en/truth-commissions/41587-a-controversial-genocide-against-canadian-indigenous-women.html>; for the report <https://www.mmiwg-ffada.ca/final-report/>

The Canadian Press a rapporté que le Service d'Intelligence et de Sécurité Canadien a détruit un dossier datant de la guerre froide au sujet de l'ancien premier ministre Pierre Trudeau en 1989 au lieu de le remettre aux Archives Nationales.” Le Service a déclaré qu'il avait été détruit “parce qu'il n'était pas au seuil légal de conservation par le service ou les archives”. Les historiens ont crié au scandale. <https://www.ctvnews.ca/canada/csis-destroyed-secret-file-on-pierre-trudeau-stunning-historians-1.4468120>

Le projet d'archives sur les langues autochtones de la Société Radio-Canada compte dix-sept personnes dans cinq villes qui “travaillent à l'archivage de 75 000 heures d'histoires enregistrées” recueillies dans huit langues autochtones entre les années 1950 et 2017, a rapporté *CBC News*. <https://www.cbc.ca/news/canada/north/cbc-indigenous-archiving-project-1.5155932>

Chine/Hong Kong. Amnesty International “a examiné en détail des images de 14 cas de violence policière apparente” à Hong Kong dans la nuit du 12 juin et a créé une carte interactive montrant les incidents vérifiés. “Les images vérifiées s'inspirent de la couverture médiatique ainsi que des images postées sur les médias sociaux.” https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/06/hong-kong-police-violence-verified/?fbclid=IwAR17Ux0RqSbq887y_rd6zmUnwrZ4jLCfdHnp_SiR0QhrwYVv0Xo0LlepHGM

Colombie. “L'octroi de titres fonciers s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement visant à promouvoir le développement rural tels qu'ils sont énoncés dans l'accord de paix de 2016” signé avec les forces rebelles des FARC, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Selon l'USAID, dans les zones rurales de Colombie, “six parcelles de terre sur dix n'ont pas de titre officiel ou ne sont pas enregistrées”. Le gouvernement “vise à officialiser 7 millions d'hectares de terres”; les agriculteurs doivent être en mesure d'enregistrer leurs biens auprès du cadastre national et de recevoir gratuitement des titres

officiels.”

http://www.thisisplace.org/i/?id=d7211972-0cb0-4620-9ef0-ffa9b5d0ea0a&utm_source=Newsletter&utm_medium=Email&utm_campaign=Place

Croatie. La Cour européenne des droits de l'homme a confirmé à *BIRN* qu'une organisation non gouvernementale avait déposé une requête en décision sur “un prétendu refus d'accès à l'information par le gouvernement croate sur le coût de la représentation juridique des généraux des années 1990 Mladen Markac et Ante Gotovina au Tribunal de La Haye” par le cabinet d'avocats américain Patton Boggs. Le gouvernement croate a payé l'entreprise; l'ONG a déclaré qu'il a en coûté aux contribuables environ 1 350 000 euros. https://balkaninsight.com/2019/06/17/croatian-generals-secret-defence-contract-queried-at-european-court/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=e196968257-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-e196968257-319725265

France. Le ministre en charge du Numérique a déclaré que “Facebook est d'accord pour remettre les données d'identification des utilisateurs français suspectés de discours haineux sur sa plateforme”, a rapporté *EurActiv*. <https://www.eurasiareview.com/author/euractiv/>

Guatemala. *The Intercept* a interviewé Kate Doyle, expert du Guatemala, sur la nature et les problèmes relatifs aux archives policières. Depuis ce temps, écrit Doyle, “les ministères de la Culture et de l'Intérieur ont prolongé le contrat autorisant les Archives à rester dans le bâtiment de la police pour un minimum de 6 mois, mais toutes les personnes senior, clés ont été licenciées fin juin. L'Agence des Nations Unies pour le développement, qui s'occupait des dons, de l'image, s'est vu retirer ses attributions et le gouvernement est en charge maintenant.” La situation reste très incertaine. <https://theintercept.com/2019/06/08/guatemala-historical-archive-national-police-jimmy-morales/>; voir aussi un éditorial dans le *New York Times* https://www.nytimes.com/2019/06/18/opinion/guatemala-election.html?fbclid=IwAR1RRR6FUNIhJCO4Etp2_JCVU3aVv5z8qB1-aEt36hIojKvx0u-kmycuqRs

Le Bureau de Washington sur l'Amérique latine et d'éminentes organisations non gouvernementales au Salvador, au Guatemala et au Honduras publient *Central America Monitor*, qui examine les questions de l'état de droit et de la gouvernance démocratique. Son rapport sur le Guatemala a utilisé l'information obtenue grâce à l'utilisation de la Loi sur l'accès à l'information publique, complétée par des “entretiens avec des experts, des enquêtes et une couverture médiatique”. En 2017, il a signalé qu'“il y avait 6 juges pour 100 000 personnes dans le pays, bien en deçà de la moyenne nationale mondiale de 17”, ce qui entraîne des charges ingérables: chaque juge s'est vu attribuer en moyenne près de 430 cas par an, tandis que chaque expert médico-légal était affecté à une moyenne de près de 430 cas par an, tandis que chaque expert médico-légal avait en charge 664 cas. <https://www.wola.org/2019/06/report-cam-guatemala-justice-system/>

Le 21 juin, un juge a jugé qu'“il n'y avait pas suffisamment de preuves pour envoyer six hommes en procès pour crimes contre l'humanité, pour violences sexuelles en temps de guerre contre 36 femmes Maya Achi à Rabinal entre 1981 et 1985”, a rapporté *International Justice Monitor*. La preuve comprenait “les témoignages préenregistrés des survivantes, les témoignages de témoins protégés, les photographies et les documents militaires officiels”, mais le juge “n'a pas tenu compte du fait que l'armée guatémaltèque a systématiquement refusé l'accès aux documents officiels qui pourraient fournir des informations clés dans des cas comme celui-ci”. Les femmes ont l'intention de faire appel.

<https://www.ijmonitor.org/2019/06/in-major-setback-judge-dismisses-charges-in-the-maya-achi-sexual-violence-case/>

Inde. Pendant quatre mois, *Equality Labs*, une organisation non gouvernementale, et d'autres ont recueilli “plus de 1 000 messages dans six langues différentes, y compris l'hindi, l'anglais, le marathi, le telugu, le kannada et le tamoul” et ont créé un “échantillon de discours haineux sur Facebook India”. La “conclusion la plus importante est que, sans aucun doute, les discours de haine ciblant les castes indiennes, religieuses et les minorités de genre/queer sont les plus répandus” et que “le discours de haine islamophobe était le plus grand échantillon unique”. Les chercheurs ont constaté que Facebook n'a pas supprimé les discours haineux dans les 24 heures, comme promis, et que “43 % de tous les messages initialement supprimés ont été rétablis après une période moyenne de 90 jours à compter de la date de déclaration ... Fait alarmant, 100 % de tous les postes restaurés étaient des postes islamophobes.” <https://static1.squarespace.com/static/58347d04beba9bb1e66df84c/t/5d0074f67458550001c56af1/1560311033798/Facebook+India+Report+Equality+Labs.pdf>

Les Archives de l'Etat de Jammu et du Cachemire ont lancé un site web contenant des archives numérisées le 1^{er} mars et l'ont arrêté en juin, selon *Kashmir Reader*. L'archiviste adjoint a expliqué, "des documents confidentiels relatifs aux problèmes de frontière et de sécurité ont été téléchargés malencontreusement sur le portail web avec aucune classification au préalable." Le site web sera fermé pendant 2-3 mois le temps de revoir les archives. <https://kashmirreader.com/2019/06/12/digitisation-of-jk-archives-spills-state-secrets-govt-shuts-down-portal/>

Indonésie. En 2018, le gouvernement a publié un décret de réforme agraire promettant de donner des "titres fonciers aux gens sans terres et d'augmenter les revenus des fermes et d'enregistrer toutes les terres dans le pays pour 2015, a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Les progrès sont lents, a expliqué l'assistant du vice-ministre pour la gouvernance forestière. "Il y a beaucoup trop de cartes – nous avons 85 cartes thématiques pour les forêts, les mines, les plantations, les forêts domaniales etc. Nous devons toutes les harmoniser avant de régler les plaintes." <http://news.trust.org/item/20190613082001-nsx7b/>

Irlande. Les papiers personnels de Joe Barrett, un ancien commandant de l'Armée républicaine irlandaise décédé en 1971, ont été retrouvés dans le grenier de son ancienne maison. "Plus de 2 000 documents comprennent des listes de membres de l'IRA, des mots de code secret, des cartes montrant comment les attaques ont été planifiées et des instructions sur les cibles d'assassinat potentielles" entre 1916 et 1925, a rapporté *BBC News*. Ils ont été remis à la Société Historique de *Kilrush et District*. <https://www.bbc.com/news/world-europe-48646318>

Kenya. Un tribunal a déclaré trois hommes coupables de complot en vue de commettre une attaque terroriste "après que les relevés téléphoniques et l'écriture les ont liés à l'attaque de l'Université de Garissa en 2015 qui a tué 148 personnes", a rapporté AP. <https://www.courthousenews.com/three-guilty-in-kenyan-university-attack-that-killed-148/>

Nicaragua. Le gouvernement a mis en place 2 000 "Commissions de réconciliation" et prévoit d'en créer jusqu'à 5 000 "pour désamorcer les tensions politiques et s'occuper de ceux qui ont subi des pertes lors des violences de droite entre avril et juillet 2018", a rapporté *telesur*. Un législateur sandiniste (parti au pouvoir) a déclaré : "La Commission représente des secteurs, des canaux, des instruments de pardon, le pardon sans oubli historique, le pardon avec justice, le pardon sans répétition et dans le but de parvenir à la paix." Créer et enregistrer les archives des Commissions. https://www.telesurenglish.net/news/Nicaragua-Creates-2000-Reconciliation-Commissions-for-Peace-20190618-0007.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10

Roumanie. "Securitate" était le nom commun pour la police secrète entre 1948 et 1991. Le Conseil national officiel pour l'étude des archives de la Securitate a remis à la Cour d'appel "des documents qu'elle a obtenus auprès des services de renseignement roumains et du ministère de la Défense" et a demandé à la Cour de décider "si l'ancien président Traian Basescu collaboré avec la soi-disant Securitate," a rapporté *BIRN*. https://balkaninsight.com/2019/06/06/romanian-ex-president-accused-of-working-for-securitate/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=5508e0329d-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-5508e0329d-319725265

Afrique du Sud. Un tribunal a statué qu'un ancien policier de sécurité devait être jugé pour son implication dans la mort d'Ahmed Timol, un militant anti-apartheid mort alors qu'il était en garde à vue en 1971, a rapporté *The Conversation*. "Les agents de la police de sécurité impliqués dans l'arrestation et l'interrogatoire de Timol n'ont pas témoigné à la Commission de vérité et de réconciliation(CVR), et ils n'ont pas non plus demandé l'amnistie pour leur rôle dans son meurtre." L'ancien commissaire de la Commission, Yasmin Sooka, a déclaré à *TimesLive* que la CVR avait renvoyé "environ 300 affaires à l'Autorité nationale des poursuites en 1999 pour qu'elles fassent l'objet d'une enquête plus approfondie", mais qu'elles n'avaient pas été poursuivies. Elle a exhorté le Directeur national des poursuites pénales à enquêter correctement sur ces affaires, ajoutant : "Nous sommes très inquiets parce que nous avons déjà un certain nombre d'auteurs qui meurent." <http://theconversation.com/what-the-timol-judgment-means-for-ending-south-africas-culture-of-impunity-118276>; <https://www.timeslive.co.za/news/south-africa/2019-06-03-mpa-must-prosecute-apartheid-era-crimes-urges-trc-commissioner/>

Des militants opposés au projet d'exploitation minière de *Mineral Sands Resources* dans "la communauté du site patrimonial de Xolobeni" ont été poursuivis par l'entreprise pour diffamation après avoir exprimé

des “préoccupations au sujet du respect par MSR des lois et des règlements miniers” dans une autre mine qu'elle exploite. Les militants ont cherché des documents de l'entreprise pour se défendre, mais un tribunal a rejeté la demande, affirmant qu'il s'agirait d'une “tâche incroyablement lourde” pour l'entreprise. Les militants affirment que le procès est destiné à “intimider et financièrement épuiser leur campagne”, a rapporté *Fin24*. <https://www.fin24.com/Companies/Mining/xolobeni-lawsuit-activists-denied-access-to-documents-for-defamation-defence-20190601-2>

Soudan. L'Union Africaine a suspendu l'adhésion du Soudan “jusqu'à la mise en place effective d'une autorité de transition dirigée par des civils”, a rapporté *Al Jazeera*. Le Comité central des médecins soudanais (CCSD) a déclaré qu'au moins 108 personnes ont été tuées et plus de 500 blessées dans la répression militaire contre les manifestants réclamant un régime civil, tandis qu'un “responsable du ministère de la Santé a déclaré que le nombre de morts s'élevait à 61.” Le CCSD a également déclaré que “40 corps ont été retirés du Nil” le 4 juin “et emmenés dans un lieu inconnu par les forces paramilitaires de soutien rapide”. <https://www.aljazeera.com/news/2019/06/african-union-suspends-sudan-violence-protesters-190606113838460.html>

Syrie: 3 ONG syriennes ont publié d'importantes publications:

*Le Programme Syrien légal de développement a publié “ La boîte à outils sur les droits de l'homme et des entreprises en Syrie” pour aider “les défenseurs des droits de l'homme travaillant sur la Syrie pour identifier, documenter, engager et défendre les questions relatives aux droits de l'homme liées à l'activité commerciale en Syrie, et rendre responsables les auteurs des droits de l'homme liés aux affaires abus. Bien qu'elle se concentre sur la Syrie, cette belle publication pourrait être utilisée par toute personne ou groupe travaillant dans le domaine des affaires et des droits de l'homme. https://docs.wixstatic.com/ugd/92fa9e_85da39f5739c4809b1d0115d49a2bb5e.pdf

*Le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) a publié une déclaration sur le refus du gouvernement syrien d'autoriser une équipe d'enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à entrer en Syrie “pour enquêter et identifier les auteurs d'attaques où des armes chimiques peuvent avoir été utilisées. L'OIAC a indiqué qu'elle disposait de deux lettres du ministère syrien des Affaires étrangères disant “que le gouvernement syrien ne permettrait pas aux membres de l'équipe d'accéder à des informations confidentielles relatives au dossier chimique syrien”. Le SNHR a écrit : “Cette interdiction prouve une fois de plus que le régime syrien a été impliqué dans ces attaques [aux armes chimiques] et ne veut pas que l'OIAC le révèle.” <http://sn4hr.org/blog/2019/06/17/53767/>

* L'ONG Syriens pour la Vérité et la Justice a rapporté qu' “environ 700 certificats de décès de détenus ... ont été livrés à la Direction de l'état civil de la ville de Hama et de sa campagne depuis le début de 2019” jusqu'en mai. “Aucun corps ou détail des lieux de sépulture n'a été donné.” https://stj-sy.org/en/new-notifications-declare-dead-hundreds-in-syrian-security-services-detention-facilities/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=6ee8ed26ca-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-6ee8ed26ca-90540617

Togo. Le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage a déclaré que le travail des enfants est largement accepté au Togo. “Il y a un manque complet de données, mais il semble que la pratique affecte principalement les filles et certaines sont envoyées à l'étranger”, a-t-elle dit à *Thomson Reuters Foundation*. La fondation *Walk Free* estime que 50 000 personnes sont esclaves dans un pays de 7,4 millions” et en avril Interpol “a sauvé 157 enfants esclaves” dans les pays voisins du Bénin et du Nigeria, “certains venaient du Togo.” <http://news.trust.org/item/20190607150215-uwj55/>

Tunisie. Après un an de travail, “les 13 chambres spécialisées siégeant dans les tribunaux de première instance de Tunisie ont examiné 38 cas sur 173 (environ 20%) par la Commission Vérité et Dignité”, a rapporté *justiceinfo.net*. L'ONG *Avocats sans frontières* a déclaré que les juges travaillent dans “un contexte politique défavorable à la justice transitionnelle et en particulier aux chambres spécialisées” et que le gouvernement envisage un projet de loi qui éliminerait ces chambres. <https://www.justiceinfo.net/en/tribunals/national-tribunals/41612-tunisia-a-year-of-trials-under-pressure.html>

Ukraine. L'Institut national de la mémoire de l'Ukraine a annoncé qu'il déplacera les archives de la police secrète soviétique, 1917-1991, du bâtiment des forces de sécurité ukrainiennes aux anciens locaux de la Banque nationale et les ouvrira à la recherche, a signalé *The GAL Post*. L'Institut a déclaré : “La police et

les services de sécurité d'un pays démocratique ne devraient pas travailler avec des informations historiques.” <https://galpost.com/ukraine-will-open-citizens-access-to-the-secret-archives-of-the-soviet-secret-police-photo/20575/>

Royaume-Uni. La Banque HSBC a annoncé qu'elle offrira un service de “banque de survivants” aux “personnes qui ont échappé à l'esclavage et à la traite” et qui ont été “identifiées par le mécanisme national d'orientation du gouvernement”, a indiqué la Fondation Thomson Reuters. Il s'agit d'une initiative bienvenue parce que les banques “exigent généralement une preuve d'adresse et des documents d'identité, comme des passeports, pour ouvrir des comptes, ce qui peut exclure les victimes de l'esclavage et de la traite qui ont pu se faire confisquer ces documents ou vivre dans des refuges.” <http://news.trust.org/item/20190623224125-0gblf/>

États-Unis. À l'aide de documents compilés par le *Transactional Records Access Clearinghouse* de l'Université de Syracuse et plusieurs organismes fédéraux, *VICE News* a élaboré 5 graphiques pour montrer l'arriéré des affaires devant les tribunaux d'immigration des États-Unis et les raisons de cette opération. En 2006, il y a eu 168 827 cas alors qu'en 2019, il y en a 892 517. Parmi les raisons : trop peu de juges, changement dans le type de cas (des travailleurs agricoles aux familles fuyant la violence), besoin de demandeurs d'obtenir une représentation ou de recueillir “les documents nécessaires” pour soutenir une demande d'asile, et changement dans la politique gouvernementale. https://news.vice.com/en_us/article/j5wa5y/us-immigration-courts-are-broken-these-5-charts-show-why

Pour examiner dans quelle mesure les policiers étaient membres de groupes haineux privés en ligne et ainsi “participant à la propagation de l'extrémisme sur Facebook”, *Reveal* a simplement “rejoint des dizaines de ces groupes et vérifié l'identité de près de 400 personnes actuelles et à la retraite.” Par ailleurs, le *Projet Plain View* “a obtenu des listes publiées de policiers employés par 8 juridictions à travers les États-Unis”, a cherché sur Facebook des profils publics qui appartenaient aux agents et en a trouvé 3 500, et a découvert “plus de 5 000 messages” qui “pourrait miner la confiance du public dans la police.” Ils les ont copiés dans une “base de données consultable organisée selon le nom, le grade, le numéro d'insigne et la juridiction” après avoir expurgé des images de toute personne autre que l'agent. Le directeur exécutif du projet a déclaré au *New York Times*, “Je ne peux plus le voir comme un problème de mauvaise pomme. Je vois cela comme un problème culturel.” <https://www.revealnews.org/article/inside-hate-groups-on-facebook-police-officers-trade-racist-memes-conspiracy-theories-and-islamophobia/>; <https://www.plainviewproject.org/>; <https://www.nytimes.com/2019/06/03/us/politics/police-officers-facebook.html?login=email&auth=login-email>

“Les défenseurs de la transparence ... font pression pour ouvrir des archives sur l'inconduite de la police”, a écrit *Undark*. “Les sites web publics qui rendent les archives de la police accessibles sont au cœur des mouvements de transparence et, au cours des dernières années, des organisations à but non lucratif, des défenseurs publics, des universitaires et des journalistes ont déployé des efforts comme le *Citizens Police Data Project*, un grande base de données de plaintes civiles à Chicago, et *CAPstat* du *Cop Accountability Project*, qui contient des données sur les poursuites fédérales en matière de droits civils contre la police à New York.” <https://undark.org/article/police-conduct-databases-eric-garner/>

Deux chercheurs ont analysé “les données de plaintes de 10 077 citoyens déposées contre le département de la police de Chicago entre 2011 et 2014” et ont trouvé “que seulement 2% des allégations faites par les personnes noires de Chicago aboutissaient à une recommandation de sanction contre l'officier de police, comparé aux 20% pour les plaignants blancs et 7% pour les plaignants Latinos”, a rapporté *Eurasia Review*. https://www.eurasiareview.com/07062019-only-2-of-black-chicagoan-allegations-of-police-misconduct-were-sustained/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

VICE News a analysé des cas connus de meurtres de femmes transgenres. Sur les 110 femmes trans tuées depuis 2014, 88 étaient noires et 11 étaient d'origine latine; cela est dû à la variance de la population générale d'adultes transgenres, qui, selon une étude de l'Institut Williams est à 55% blanche, 16% afro-américaine et 21% latine. Selon les données du FBI, 42 % des enquêtes sur les femmes transgenres assassinées ont donné lieu à une arrestation, comparativement à 61 % des cas de meurtre dans le grand public. https://news.vice.com/en_us/article/597jzz/black-trans-women-are-being--why-arent-there-more-arrests

Le *Wall Street Journal* a enquêté sur les cas de plaintes d'abus sexuels contre les membres du Service de Santé fédéral Indien (IHS). Un porte-parole de l'IHS a déclaré que “le service suit particulièrement 6

différents cas d'abus sexuels supposés dans ses locaux, les plaintes d'harcèlement sexuel entre employés n'étant pas incluses". Le personnel du journal a examiné "les archives judiciaires, les documents gouvernementaux et les courriels" et a mené des entrevues pour rendre compte de plusieurs des cas. <https://www.pbs.org/wgbh/frontline/article/indian-health-service-suicide-sex-abuse-investigation/>

"La *Food and Drug Administration* [FDA] a publié deux décennies de ... données sur "des millions de dysfonctionnements et de blessures d'appareils médicaux", a rapporté *Kaiser Health News*. En analysant les données, il a constaté que "les glucomètres de sang pour les patients atteints de diabète ont eu plus d'incidents uniques que n'importe quel autre dispositif dans la base de données, enregistrant 2,4 millions de rapports au cours des 20 dernières années." La FDA remplace cette base de données par un programme de rapports sommaires volontaires dans lequel plus de 5 600 types d'appareils médicaux "sont admissibles à des rapports sommaires sur les dysfonctionnements de l'appareil", ce qui permettra de signaler de multiples dysfonctionnements considérés comme blessure", rendant ainsi le préjudice réel difficile à suivre et à comptabiliser. https://khn.org/news/five-things-we-found-in-the-fdas-hidden-device-database/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=c4ba66fc21-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-c4ba66fc21-149736437

Google et le Centre médical de l'Université de Chicago ont été poursuivis dans le cadre d'une possible plainte collective accusant l'hôpital de partager des centaines de milliers de records de patients avec Google sans enlever les tampons des dates ou les notes des docteurs," a rapporté le *New York Times*. Google a apparemment cherché les données pour aider à former sa technologie afin de "lire les records électroniques de santé et aider les médecins à identifier les conditions médicales." <https://www.nytimes.com/2019/06/26/technology/google-university-chicago-data-sharing-lawsuit.html>

Yémen. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le groupe rebelle Houthis sont en conflit au sujet du déploiement d'un système d'identification biométrique qui sera utilisé pour distribuer l'aide. Le système utilise "la numérisation de l'iris, les empreintes digitales ou la reconnaissance faciale" pour inscrire les personnes dans une base de données des bénéficiaires de l'aide; les Houthis veulent que la distribution soit gérée par un groupe local plutôt que par le PAM. En décembre, le PAM a déclaré qu'il avait découvert que les aliments qu'il livrait étaient détournés des destinataires visés; le PAM a entamé une suspension partielle des livraisons d'aide le 18 juin. <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2019/06/17/un-yemen-rebels-aid-theft-biometrics> ; <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security-wfp/yemens-houthis-and-wfp-dispute-aid-control-as-millions-starve-idUSKCNIT51YO>; <https://www.middleeasteye.net/news/wfp-suspends-food-assistance-yemens-sanaa-following-disputes-houthis>

The nongovernmental Armed Conflict Location & Event Data Project said that since 2015 the civil war has killed at least 91,600 people; this year 11,900 have died. As of June 2019, ACLED has used "around 320 distinct sources . . . to record over 39,000 events between January 2015 and June 2019 in Yemen." <https://www.acleddata.com/2019/06/18/press-release-yemen-war-death-toll-exceeds-90000-according-to-new-acled-data-for-2015/>

L'ONG *Armed Conflict Location & Event Data Project* a déclaré que depuis 2015 la guerre civile a tué au moins 91 600 personnes; cette année 11 900 ont péri. Depuis juin 2019, ACLED a utilisé environ 320 sources distinctes ... pour enregistrer plus de 39 000 événements entre janvier 2015 et juin 2019 au Yémen." <https://www.acleddata.com/2019/06/18/press-release-yemen-war-death-toll-exceeds-90000-according-to-new-acled-data-for-2015/>

Lectures recommandées:

Apprendre à l'Intelligence Artificielle à oublier: www.wired.com/story/the-next-big-privacy-hurdle-teaching-ai-to-forget

Le plus grand désastre de l'industrie musicale américaine:

<http://www.nytimes.com/2019/06/11/magazine/universal-fire-master-recordings.html>; <https://variety.com/2019/music/news/universal-fire-list-artists-tapes-destroyed-new-york-times-1203253136/> [follow-up](#) [report](#)

Le jury a reconnu l'homme coupable sur les bases de la "généalogie génétique": <https://www.wired.com/story/man-found-guilty-in-a-murder-mystery-cracked-by-cousins-dna/?CNDID=53684912&CNDID=53684912&bxid=MjcwMDU3MMDwNzYzS0&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be8>

[6af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&mbid=nl_062919_daily_list3_p1&source=DAILY_NEWSLETTER&utm_brand=wired&utm_mailing=WIRED%20NL%20062919%20\(1\)&utm_medium=email&utm_source=nl](https://www.nytimes.com/2019/06/04/arts/king-fbi-tapes-david-garrow.html)

De nouveaux documents déclassifiés par le FBI au sujet de Martin Luther King déclenchent la fureur: www.nytimes.com/2019/06/04/arts/king-fbi-tapes-david-garrow.html

Krispy Kreme Doughnuts et l'héritage nazi: <https://www.nytimes.com/2019/06/14/business/reimann-jab-nazi-keurig-krispy-kreme.html>

Le Groupe de travail sur les droits de l'homme est reconnaissant au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* pour sa gestion de la distribution des *Nouvelles HRWG*. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

(Traduction française : Rémi Dubuisson)